CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MAI 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 21 Mai 2025, à vingt heures,
Le Conseil Municipal de la Commune de Martres-Tolosane s'est réuni, salle Azéma, sur convocation régulière, sous la présidence de Monsieur Loïc GOJARD, Maire.

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres présents : 12

Nombre de membres absents : 1

Nombre de procurations : 6

Étaient présents : Bernard ARGAIN, Vidian ANGLADE, Céline FOURCADE, Christiane FUCHO, Eric GARCIA, Francine GARONE, Loïc GOJARD, Micheline LEMARCHAND, Marie-Claude MALLET, Hugo SLADDEN, Gilbert TARRAUBE, Pascal THEVENOT.

Étaient représentés :

Sylvie ALTHER par Gilbert TARRAUBE

Mady DARNAUD par Micheline LEMARCHAND

Carole DELGA par Loïc GOJARD

Noémie FOURCADE par Céline FOURCADE

Gilles MARCHE par Pascal THEVENOT

Elisabeth MAYLIE par Vidian ANGLADE

Était absent :

Vidian SABOULARD

Vidian ANGLADE a été désigné secrétaire de séance.

Avant l'ouverture de la séance, M. le Maire demande l'ajout d'une délibération à l'ordre du jour :

- ✓ *Salon des Arts et du Feu 2025 : demande de subventions à la Région et au Conseil Départemental de la Haute-Garonne.*
La délibération supplémentaire est ajoutée à l'ordre du jour.

Nombre de suffrages exprimés : 18 Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

I. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 07 avril 2025.

Rapporteur : Loïc GOJARD

Pas d'observation des autres membres : approbation à l'unanimité.

II. FINANCES

1- DECISION MODIFICATIVE N°2

M. le Maire propose de modifier les autorisations budgétaires du BP 2025 :

INVESTISSEMENT

Montant voté BP2025	4 386 170,93 €	4 386 170,93 €
articles	dépenses	recettes
Opération d'ordre		
2135 (chap 041) installations générales aménagement 98 Angonia	17 600,00 €	
238 (chap 041) résorption des avances versées 98 Angonia		17 600,00 €
opérations réelles		
2158-98 installations matériels et outillage 98 Angonia	50 000,00 €	
2135 (chap 21) installations générales, aménagements	200 000,00 €	
238-67 avances versées sur immobilisations opération 67 parvis gare	194 000,00 €	
231-98 immobilisations en cours opération 98 Angonia	300 000,00 €	
1321 subventions Etat		35 000,00 €
1322 subventions Région		230 000,00 €
1323 subventions CD31		479 000,00 €
TOTAL DM2	761 600,00 €	761 600,00 €
Montant BP 2025 après DM	5 147 770,93 €	5 147 770,93 €

FONCTIONNEMENT

Montant voté BP2025	4 868 347,07 €	4 868 347,07 €
articles	dépenses	recettes
615221 entretien réparations sur bâtiments publics	50 000,00 €	
615228 entretien réparations sur autres bâtiments	20 000,00 €	
626 frais postaux et telecom	10 000,00 €	
75888 autre produit de gestion courante (remboursement assurance)		30 000,00 €
7472 subventions Région		25 000,00 €
7478 subventions autres organismes		25 000,00 €

TOTAL DM2	80 000,00 €	80 000,00 €
Montant BP 2025 après DM	4 948 347,07 €	4 948 347,07 €

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver ces modifications apportées au budget communal.

✓ Approbation à l'unanimité.

2- VERSEMENT D'UNE SUBVENTION A UN PARTICULIER DANS LE CADRE DE L'OPERATION « FACADES »

VU la délibération n° 2023018D du 23/03/2023 approuvant la mise en œuvre d'une opération façades en cœur de ville ;

VU le budget de la commune ;

Considérant les programmes de revitalisation du centre-bourg Petites Villes de Demain et Bourgs-Centres Occitanie dans lesquels la commune est engagée ;

Considérant le règlement d'intervention de l'Opération Façades 2023-2024 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE,

Article 1 : APPROUVE à l'unanimité, le versement d'une subvention à un particulier dans le cadre de l'Opération Façades pour un montant de 13 643,75 € ;

Article 2 : AUTORISE à l'unanimité, Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

3- PLAN DE FINANCEMENT « VOIE VERTE »

M. le Maire rappelle la délibération n° 2024018D du 07/03/2024, concernant le plan de financement du projet de voie verte, lié à la candidature à l'appel à projets Aménagements cyclables.

Après annulation de ce dispositif de financement, il convient d'actualiser le plan de financement pour solliciter de nouveaux financements.

VU la délibération n° 2024020D du 07/03/2024 approuvant le programme pluriannuel d'investissement vélo sur la période 2024-2027 ;

VU le budget de la commune ;

Considérant les programmes de revitalisation du centre-bourg Petites Villes de Demain et Bourgs-Centres Occitanie dans lesquels la commune est engagée ;

Considérant le schéma directeur cyclable du Pays Sud Toulousain ;

Considérant le schéma cyclable de la commune ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE,

Article 1 : APPROUVE, à l'unanimité, la création d'une voie verte entre le chemin Lacassagne et le chemin des Bourgaux pour un montant total estimatif de 815 000 € HT ;

Article 2 : APPROUVE, à l'unanimité, après modification le plan de financement suivant :

Financeurs	Montant € HT	Part
Commune de Martres-Tolosane	244 500 €	30,00 %
Etat (Fonds Vert)	203 750 €	25,00 %
Département de la Haute-Garonne	280 000 €	34,36 %
CC Cœur de Garonne	27 817 €	3,41%
Région Occitanie	28 080 €	3,45%
Banque des Territoires (Fonds PVD via Région pour MOE)	25 000 €	3,07%
TOTAL	815 000 €	100%

Article 3 : AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

4- TRAVAUX DU SDEHG : RENOVATION EP SUR DIVERS SECTEURS DE LA COMMUNE ET HORS PROGRAMME LED++

Référence : 8BU499

Le Maire informe le conseil municipal que suite à la demande de la commune du 23/07/24 concernant **la rénovation EP dans divers secteurs hors programme LED++**, le SDEHG a réalisé l'étude de l'opération suivante **(8BU499)**

PL répertoriés sur le SIG

-Dépose de 5 lanternes de style PL24536, 24537, 24538, 24539, 24540 puissance 100w et pose de 5 lanternes LENZI-TRINITE RAL CUIVRE VIEILLI, puissance 36 w sans abaissement (coupure de nuit).

-Dépose de la lanterne de style PL 662 100w et pose d'une lanterne modèle "VILLA de chez MIDILUM" 26W RAL noir sans abaissement (coupure de nuit).

- PL 275 : Pose d'un mât acier octogonal conique + console identique à l'existant. Pose d'une lanterne modèle "VILLA de chez MIDILUM" 26W RAL noir sans abaissement.

PL non répertoriés sur le SIG :

-PL " EP2" à l'angle « grande rue de l'église » et boulevard du nord, face rue St Roch. Côté gauche du magasin la « bulle en vrac ».

Dépose de la lanterne de style et pose d'une lanterne "VILLA de chez MIDILUM" 26W RAL noir sans abaissement (coupure de nuit).

-PL "EP1" rue du Portail au N°5.

Dépose de la lanterne de style et pose d'une lanterne "VILLA de chez MIDILUM" 26W RAL noir sans abaissement (coupure de nuit).

-PL route de Mondavezan.

Dépose définitive de la lanterne routière.

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la commune se calculerait comme suit :

☐ TVA (récupérée par le SDEHG)	2 562€
☐ Part SDEHG	6 508€
☐ Part restant à la charge de la commune	7 235€

Total **16 305 €**

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve le projet présenté.
- Décide, par le biais de fonds de concours, de verser une « subvention d'équipement- autres groupement » au SDEHG pour les travaux éligibles, en un versement unique à l'article 204158 de la section d'investissement du budget communal.

5- SALON DES ARTS ET DU FEU 2025 : DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION ET AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-GARONNE.

Le Salon des Arts et du Feu est organisé sur la commune de Martres-Tolosane chaque année sur le week-end de la Toussaint depuis 2001. Ce salon d'exposition/vente a plusieurs objectifs :

- Valoriser les savoir-faire faïenciers de Martres-Tolosane et des métiers d'art d'une manière générale,
- Permettre un développement économique des entreprises métiers d'art,
- Offrir une visibilité à de jeunes créateurs de la Région Occitanie,
- Favoriser la collaboration, les échanges et la co-création entre les professionnels des métiers d'art.

La 24^{ème} édition aura lieu sur 3 jours du 31 octobre au 2 novembre 2025.

Le plan de financement se présente ainsi :

DEPENSES 2024		RECETTES 2024		
DENOMINATION	Prévisionnel € TTC	DENOMINATION	Prévisionnel € TTC	%
Frais de fonctionnement	7 750,00 €	REGION	14 000,00 €	10.8%
Frais de communication	38 130,00 €	CD31	14 000,00 €	10.8%
Frais d'animations	6 435,00 €	LAFARGE	15 000,00 €	11,6%
Frais de sécurité et gardiennage	13 535,00 €	ATELIERS D'ART DE FRANCE	3 000,00 €	2,3%
Frais de locations mobilières et de matériel	63 400,00 €	STEEL ELECTRONIQUE	2 500,00 €	1.9%
		EDF « Une Rivière Un Territoire »	2 500,00 €	1.9%
		SUPER U	1 000.00 €	0,8%
		La Banque Populaire Occitane	500,00 €	0,4%
		Mairie de Martres-Tolosane	76 750,00 €	59,4%
TOTAL	129 250,00 €	TOTAL	129 250,00 €	100%

Où l'exposé de M. le Maire et après délibération ;

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ✓ D'approuver le plan de financement présenté ;
- ✓ De solliciter le concours financier de la Région Occitanie Pyrénées/Méditerranée et du Conseil Départemental de la Haute-Garonne ;
- ✓ D'autoriser M. le Maire à signer toutes pièces afférentes à ce dossier.

III. ADMINISTRATION GENERALE

1. SAS AGRI BIOMETHA'VAC : CONVENTION ENTRE GRDF ET LA COMMUNE DE MONDAVEZAN CONCERNANT L'INJECTION DU METHANE DANS LE RESEAU GRDF.

La SAS Agri Biometha'vac développe un projet d'unité de production de biométhane sur la commune de Cazères et souhaite injecter son produit dans le réseau de distribution de gaz.

GRDF présente une convention relative au rattachement d'ouvrages d'unité de production favorisant l'injection de gaz renouvelable.

Cette convention est consentie à titre gracieux et ne modifie en rien le traité de concession syndical entre GRDF et la commune de Martres-Tolosane signé le 01/09/2017.

Oui les explications de M. le Maire et après délibération, le conseil municipal à l'unanimité :

- ✓ Approuve la convention pour le raccordement de l'unité de production de la SAS Agri Biometha'vac, afin d'injecter dans le réseau GRDF le biométhane produit sur l'unité de Cazères ;
- ✓ Mandate M. le Maire pour signer toute pièce afférente à ce dossier.

2. FIXATION DU NOMBRE ET DE LA REPARTITION DES SIEGES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE CŒUR DE GARONNE DANS LE CADRE D'UN ACCORD LOCAL.

Le Maire rappelle au conseil municipal que la loi prévoit que le nombre et la répartition des sièges des conseils communautaires peuvent être fixés, soit par application des dispositions de droit commun (dont il donne le détail et pour lequel les communes n'ont pas à délibérer), soit par un accord local.

En cas d'accord local, il appartient aux conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes Coeur de Garonne de délibérer sur le nombre et la répartition des sièges de conseillers communautaires, au plus tard le 31 août 2025, dans le respect des dispositions de l'article L 5211-6-1 du CGCT.

Un accord local est validé à la majorité des 2/3 au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant plus de la moitié de la population totale de la communauté ou à la moitié au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus des 2/3 de la population totale de celles-ci. Cette majorité doit comprendre le conseil municipal dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des membres.

En tout état de cause, la composition du conseil communautaire, que ce soit un accord local valablement conclu ou à défaut, un accord selon le droit commun, sera actée par arrêté préfectoral (au plus tard au 31 octobre 2025) pour une entrée en vigueur à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux de 2026.

Au vu des différents échanges entre les élus et dans le respect des modalités de l'article L 5211-6-1 du CGCT, le Maire propose de fixer le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté de communes Coeur de Garonne à 86, et de les répartir ainsi :

Communes	Population municipale 2025 par ordre décroissant	Nombre de conseillers communautaires titulaires
CAZERES	4818	8
LHERM	3849	7
RIEUMES	3564	7
BERAT	3079	5
MARTRES-TOLOSANE	2388	4
STE FOY DE PEYROLIERES	2093	4
LE FOUSSERET	1875	3
BOUSSENS	1108	2
POUCHARRAMET	968	2
SAINT-ELIX LE CHÂTEAU	927	2
MONDAVEZAN	899	2
PALAMINY	772	2
GRATENS	763	2

LABASTIDE-CLERMONT	682	2
CAMBERNARD	496	1
BEAUFORT	479	1
MARIGNAC-LASCLARES	476	1
LE PLAN	434	1
POUY-DE-TOUGES	432	1
COULADERE	413	1
PLAGNOLE	333	1
SAINT MICHEL	310	1
LAUTIGNAC	247	1
FRANCON	239	1
SANA	239	1
LUSSAN-ADEILHAC	238	1
CASTELNAU-PICAMPEAU	226	1
FORGUES	217	1
SAVERES	213	1
LAHAGE	205	1
MAURAN	203	1
MARIGNAC-LASPEYRES	199	1
MONTBERAUD	195	1
LE PIN-MURELET	166	1
MONTOUSSIN	130	1
MONTEGUT-BOURJAC	128	1
SAINT-ARAILLE	125	1
SENARENS	118	1
MONTGRAS	115	1
SAJAS	105	1
CASTIES-LABRANDE	95	1
PLAGNE	95	1
MONES	88	1
MONTCLAR DE COMMINGES	75	1
LESCUNS	74	1
FUSTIGNAC	71	1
POLASTRON	64	1
MONTASTRUC-SAVES	63	1
TOTAL	35 091	86

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **Approuve** le nombre et la répartition des sièges de la communauté de communes Coeur de Garonne proposés par le maire.

3. TIRAGE AU SORT DES JURES D'ASSISES POUR 2026.

NOM	PRENOM	AUTRE PRENOM	NOM MARITAL	CIVILITE	DATE NAISSANCE
BACCONNIER	Jean	Ferdinand Henri		M	13/12/1932
FERRAN	Henri			M	01/09/1939
BAROT	Anthony	Sébastien Mickael		M	10/01/1989
DESCOMPS	Benoît	Jean		M	07/01/1981
SAUVAGET	Michèle	Jacqueline Lucienne		Mme	25/10/1949
DURAN	Olivier			M	14/02/1968

4. MEDIATHEQUE DEPARTEMENTALE : SIGNATURE DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS 2024-2029.

M. le Maire rappelle à l'Assemblée la convention d'objectifs délibérée le 20 septembre 2019.

Le Conseil Départemental, par le biais de sa Médiathèque, fournit des prestations pour le fonctionnement de la bibliothèque municipale (prêt de documents, prêt d'expositions, offre de formation, roulement du fonds bibliothécaire mis à disposition des lecteurs, ...).

Constatant que les critères demandés, sont déjà mis en œuvre tant en terme d'amplitude d'ouverture, d'enveloppe financière que de projets d'animations offerts à tous les publics ;

Souhaitant continuer à capter tous les types de publics et plus particulièrement les publics empêchés et/ou éloignés, ainsi que les adolescents sollicités par ailleurs ;

M. le Maire propose la signature d'une convention pour 2024-2029 accompagnant la structure vers un projet de lecture publique de qualité.

Suite à ces explications, M. le Maire demande à l'Assemblée d'approuver

- les termes de la convention de services accompagnant un projet de lecture publique à intervenir pour le période 2024-2029.
- de l'autoriser à signer cette dernière.

Approuvé à l'unanimité

5. SDEHG/RME CONVENTION DE RECONNAISSANCE DE SERVITUDE LEGALE SUR LES PARCELLES AI 540-541-443.

Le SDEHG présente une convention de servitude de passage pour des raccordements photovoltaïques de l'entreprise DISTRI-PNEUS au lieu-dit Carnaval.

Cette convention porte pour la commune, propriétaire du fonds servant sur les parcelles AI 540-541-443

Le SDEHG (délégation donnée à l'entreprise Bouygues) va installer un poste de distribution publique sur la parcelle AI 541 d'une contenance de 1614 ca. Il est prévu de concéder 9 m².

Cette convention est consentie à titre gracieux.

Oui les explications de M. le Maire et après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- ✓ Approuve la convention de servitude de passage des raccordements avec le SDEHG sur les parcelles AI 540-541-443 ;
- ✓ Concède 9 m² sur la parcelle AI 541 pour la construction d'un poste de distribution publique ;
- ✓ Mandate M. le Maire pour signer toute pièce afférente à ce dossier.

IV. URBANISME

1. SA LAFARGE CIMENTS : AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE RENOUVELLEMENT D'EXPLOITATION ET L'EXTENSION DE LA CARRIERE.

M. le Maire rappelle à l'Assemblée l'autorisation d'exploitation de la carrière par SA Lafarge Ciments du 16 mai 2003.

Une enquête publique est en cours, consultable à la mairie, pour un renouvellement d'autorisation et l'extension d'une carrière sur la commune.

La modernisation des installations et le démarrage en 2022 du nouveau four nécessite un apport plus important de matières premières (marnes et calcaires). Il est à noter que toutes les infrastructures sont en place et de qualité sur la seule cimenterie de Haute-Garonne, pour répondre aux contraintes techniques, réglementaires et environnementales.

Le renouvellement de l'exploitation porte sur 111 ha déjà exploités, 15.6 ha d'extension et 2.4 ha abandonnés.

Après avoir discuté sur les différentes études nécessaires à l'enquête publique (inventaire faunistique, écologique, expositions au bruit / vibrations / poussières, impacts visuels, reforestation des zones inexploitées, ...), M. le Maire sollicite le Conseil pour un avis.

Suite à ces explications, le Conseil municipal, à l'unanimité

- Emet un avis favorable sur la reconduction de l'autorisation et l'extension du périmètre d'exploitation de la SA Lafarge Ciments.

QUESTIONS DIVERSES

Porter à connaissance du virement de crédits 1.

Virement de crédits 1

INVESTISSEMENT

articles	dépenses	recettes
231 immobilisations en cours opération 67 parvis gare	- 194 000,00 €	
231 immobilisations en cours opération 98 Angonia	194 000,00 €	
TOTAL	€ -	€ -

En l'absence de questions diverses la séance est close à 21h06.